



# foi et développement

**CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED**

49, rue de la Glacière - 75013 Paris - FRANCE

Tel 33(0)1 47 07 10 07 - Fax 33(0)1 47 07 68 66

e-mail : publications@lebrete-irfed.org

N° 336 – septembre 2005

## Vers de nouveaux indicateurs de richesse DU « PLUS-AVOIR » AU « MIEUX-ÊTRE »

par Florence Jany-Catrice\*

Au seuil de cette année 2005, tous les regards étaient tournés vers les ravages du tsunami asiatique. Images de désolation, de plages désertées, de familles décimées par les vagues meurtrières. Au seuil de l'automne, c'est vers la Nouvelle-Orléans que l'attention se concentre. Une fois de plus, la consternation nous pétrifie. Au cyclone annoncé s'ajoute la brutalité des saccages humains, des pillages, d'une violence totalement incontrôlée et imprévue. Mais aussi le mépris du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de populations pauvres à majorité noires.

D'autres désastres, dus à la sécheresse ou au feu, au vent et aux inondations, notamment – ces derniers mois – au Niger et en Inde, au Portugal et jusque dans la paisible Helvétie, nous obligent à l'humilité. Notre maîtrise des événements est très relative. Ni les super-puissances, ni les turbulentes économies « émergentes », ni les plans et les prévisions ne parviennent, dans certaines conditions, à empêcher la ruine de nos travaux.

Mais l'humanité est plus grande que ses humiliations. Croître, conquérir des espaces nouveaux, améliorer les techniques, créer de la richesse, rechercher du mieux-être est dans notre nature. Décider ensemble de notre avenir, en mesurer tant la réalisation souhaitable que les impacts négatifs possibles, sont des actes constitutifs d'une saine gestion.

À chaque niveau des cellules de la société, du paysan sur son lopin de terre au manager des multinationales, nul ne peut y renoncer. Car, en ce domaine, la faute ne pardonne pas.

Cela dit, le développement, à supposer qu'il soit synonyme d'un enrichissement, est-il la source d'un « mieux-être » ? Le doute n'est plus guère permis : les indicateurs de richesse sont limités, voire trompeurs. La saine gestion de la société désirable implique désormais des indicateurs de prudence et d'épargne des ressources (au sens large, pas seulement monétaire). Florence Jany-Catrice nous le rappelle : le célèbre PIB, s'il reste utile, n'est plus au-dessus de tout soupçon ; il n'est pas « exempt de choix, opérés en toute impunité par une minorité et validée passivement par une majorité ».

La grande précarité, dont souffre une très large partie de l'humanité, sur tous les continents, montre à quel point les droits fondamentaux, en matière de sécurité, d'emploi, de santé, d'éducation et d'habitat sont loin d'être respectés. Les nouveaux indicateurs de richesse, axés sur le développement humain, devraient au moins attirer l'attention sur le sort des populations les plus menacées. Une attention à transformer en volonté politique internationale de mettre le monde à l'abri du chaos.

*Albert Longchamp*

\* Florence Jany-Catrice, 41 ans, est maître de conférences en économie à l'Université Lille 1. Elle est détentrice d'une thèse sur la problématique du développement et s'intéresse depuis plusieurs années aux questions de travail et d'emploi dans les économies de services en Europe. Elle est co-auteure, avec Jean Gadrey de *Les nouveaux indicateurs de richesse*, éd. La Découverte, coll. Repères, 2005.

Ouvrez un journal, une revue, la télé : il ne se passe pas longtemps avant que vous soyez envahi de chiffres, censés nous indiquer comment va le monde : s'il va bien ou mieux, s'il progresse, régresse, s'il s'enrichit ou s'appauvrit.

Certaines données (ou indicateurs) apparaissent plus fréquemment que d'autres dans les discours, les médias et au-delà dans les analyses.

Derrière l'effet de mode de certains indicateurs dits « de richesse » ou de

« progrès », se pose la question du sens à leur donner.

Réfléchissons-nous suffisamment sur ce qu'est la richesse ou sur ce qui fait la richesse (d'un pays, d'un territoire, d'une communauté) ?

## Une réponse dominante : la croissance économique

Ce manque d'interrogation sur les indicateurs est en partie lié au fait qu'une réponse dominante a été longtemps fournie et, par des coups de force intellectuels, assez largement acceptée : ce qui fait la richesse des nations, c'est la richesse économique, au sens où l'entend et la calcule la comptabilité nationale par le biais de la mesure du Produit intérieur brut (le PIB) et de sa croissance. La « croissance » économique s'est imposée en moins d'un siècle comme la mesure étalon du « progrès ».

Pourtant, cette vision conventionnelle des choses, qui tend à assimiler la richesse à ce que produit un système comptable, a commencé à faire l'objet de débats, grâce en particulier aux travaux du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et son fameux IDH (Indicateur de développement humain), mais aussi parce que des divergences de plus en plus marquées entre la mesure et la perception des individus se font sentir. A quoi sert-il de courir après la croissance telle qu'actuellement définie si, dans le même temps, la morosité s'installe, les inégalités et la pauvreté s'accroissent, le sentiment de bien-être, individuel ou collectif, des individus stagne ou régresse, les ressources naturelles s'appauvrissent et l'état de la planète se détériore ?

N'est-il pas ainsi paradoxal de lire en 1999 dans le Monde: « *Le Japon va mieux, les Japonais moins bien* ». Il s'agit en tout cas d'une bien curieuse façon de réfléchir à la santé d'un pays et à ce qui fait sa richesse : comment un pays peut-il aller mieux et ses habitants moins bien, si ce n'est en réduisant sa santé et sa richesse à ses seuls indicateurs économiques et financiers ?

Les thermomètres et boussoles utilisés ne sont donc peut être plus tout à fait les bons. Les indicateurs tels que le PIB, mis au point dans l'après-guerre, avec pour objectif essentiel la reconstruction économique des pays, nous assignent des objectifs de plus en plus contestables. Car ce qu'ils calculent n'est que la somme des biens et services produits ou consommés, quelle que soit la raison de cette consommation et quel que soit son impact sur la société et sur l'environnement. La croissance du PIB est une mesure du « plus-avoir » et non pas du « mieux-être ».

Cet indicateur ignore une multitude de richesses qui, conventionnellement, sont exclues du PIB (production domestique, éducation des enfants, activités bénévoles et associatives, etc.). Ces activités humaines ne contribuent-elles pas, pourtant, à augmenter notre bien-être individuel et souvent collectif ?

Cet indicateur ne s'intéresse pas à la question de « la croissance pour qui ? » c'est-à-dire à la question des inégalités et du partage des richesses. Or, une même croissance économique de 2 ou 3% par an pendant des années peut, selon les cas, s'accompagner d'une amplification ou d'une réduction des inégalités économiques et sociales.

Cet indicateur, enfin, ignore les destructions écologiques et environnementales que subit la planète du fait de nos volumes et de nos modes de consommation. Ces richesses patrimoniales sacrifiées sont exclues des comptes sous prétexte que les ressources naturelles sont « renouvelables », publiques et gratuites. Or, l'altération des ressources renouvelables exploitées au-delà de leur capacité naturelle de régénération ne fait plus de doute. La terre et son écosystème se dégradent depuis l'entrée de nos sociétés dans l'industrialisation et cette dégradation s'accélère depuis la fin du XXe siècle.

### **Le PIB ignore les destructions écologiques et environnementales que subit la planète du fait de nos volumes et de nos modes de consommation.**

C'est pour l'ensemble de ces raisons et sûrement d'autres que, depuis le milieu des années 90, on voit fleurir de nombreuses initiatives à l'échelle internationale. Elles vont dans le sens d'une « reconsidération de la richesse », pour reprendre les termes de Patrick Viveret<sup>1</sup>, et émanent d'acteurs très divers (chercheurs, institutions internationales, groupes de pression, associations, etc.). Ces initiatives, soucieuses de mettre l'homme et l'environnement au cœur des mesures, visent à proposer d'autres évaluations du « progrès humain », alternatives ou complémentaires à celles que propose le système de comptabilité.

Ces initiatives cherchent donc à produire des indicateurs originaux qui ambitionnent d'agrèger en un chiffre unique des données multidimensionnelles non limitées à l'économique et qui pourraient à terme, s'ils acquièrent suffisamment de crédibilité et de légitimité, avoir le « pouvoir » de compléter le PIB ou sa croissance dans l'évaluation régulière de la richesse ou du progrès humain.

Ces travaux demeurent des apports « quantitatifs » en ce sens que les chiffres, les statistiques, les mesures y conservent une place maîtresse. Ils le sont parce que leurs promoteurs savent que les chiffres, surtout s'ils sont peu nombreux, ont plus de chance d'être diffusés et de marquer durablement les esprits. Ce sont parfois des indicateurs monétaires mais pas toujours.

## Tenir compte des effets destructeurs de l'environnement

Parmi ces tentatives, certaines, fort intéressantes et largement débattues, s'appuient très directement sur la comptabilité nationale, sur le Produit intérieur brut ou sur des notions dérivées comme la consommation des ménages. Elles proposent d'ajouter ou de retrancher diverses variables monétarisées (exprimées en unités monétaires) en fonction du fait qu'elles sont considérées comme ajoutant ou retranchant du bien-être.

L'idée est d'ajouter des dimensions sociales ou environnementales à la seule dimension économique, avec l'objectif de leur calculer des équivalents monétaires. Cette valorisation économique de toutes les variables, y compris sociales et environnementales, est contestable et contestée. Mais l'histoire des indicateurs montre qu'elle permet parfois des actions efficaces en faveur de la justice sociale ou de l'environnement.

L'indicateur de bien-être durable, dont l'un des fondateurs, dans les années 60, ne fut autre que James Tobin (futur militant de la taxe du même nom), part ainsi des dépenses de consommation, desquelles sont retranchées divers coûts, considérés comme des dépenses « défensives » (c'est-à-dire des dépenses souvent liées au modèle actuel de croissance et qui constituent davantage des dégradations que des améliorations du bien-être).

Il s'agit par exemple des coûts liés aux déplacements urbains, notamment les déplacements logement-travail, des coûts liés aux excès du marketing, des coûts de certaines dépenses de sécurité publique, d'une partie des dépenses de santé également. Evidemment ces évaluations ne peuvent pas faire l'économie de formes de jugement de valeur sur ce qui est « bien » et moins bien, pour un individu comme pour une société. Mais n'est-il pas rassurant de penser que rien n'est a priori tranché et que ce qui importe surtout est le débat démocratique sur ce qui fait richesse, sur

ce qui compte et qui est digne d'être compté ?

Sont ajoutées à ces montants monétaires, des évaluations du travail domestique (celui, en particulier non marchand, des femmes dans l'enceinte du ménage) et des activités bénévoles.

Cet indicateur est fréquemment mis à jour et remodelé, notamment dans des versions récentes qui tentent de plus et de mieux tenir compte des effets destructeurs de l'environnement pollué par la production et la consommation humaine (pollution urbaine, pollution de l'eau, de l'air, production de déchets ultimes, mais aussi épuisement des ressources naturelles, y compris animales et végétales)<sup>2</sup>.

Quels que soient les modes de construction de ces indicateurs, tous évoquent une tendance très nette, dans nos économies développées, à une divergence de plus en plus forte entre d'un côté, une croissance continue du PIB et de l'autre, une croissance plus faible (dans les pays nordiques), une stagnation (dans les pays continentaux comme la France). Voire une régression (comme dans les pays anglo-saxons) de ces indicateurs de bien-être économiques durables.

## Des indicateurs de développement humain

Une bonne partie des indicateurs synthétiques recensés concernent avant tout des questions humaines et sociales exprimées en termes de développement humain, de santé sociale ou encore de bien-être et de qualité de vie. Le plus connu d'entre eux est sans conteste l'IDH (Indicateur de développement humain) du PNUD à propos duquel nous serons brefs, tant les Nations unies ont réussi à les populariser depuis une dizaine d'années<sup>3</sup>.

Dans son rapport annuel sur le développement humain dans le monde, le PNUD publie un indicateur de développement humain qui cherche à compléter la richesse économique d'un pays (mesurée par le PIB par habitant) par le taux d'accès à l'éducation (mesurée par le taux d'alphabétisation et par le taux de scolarisation) et par l'ampleur de l'accès à la santé (mesuré par l'espérance de vie à la naissance). A partir de 1997, le PNUD lui ajoute un indicateur synthétique moins connu mais tout aussi instructif. Il s'agit de l'IPH : Indicateur de pauvreté humaine.

Celui-ci signale les manques, les privations ou les exclusions fondamentaux d'une partie de la population étudiée. Pour les pays développés, l'IPH tient ainsi compte de quatre critères auxquels il accorde le même poids :

probabilité de décéder avant 60 ans, illettrisme, pourcentage de personnes en deçà du seuil de pauvreté, pourcentage de chômeurs de longue durée.

Quelles que soient les limites de ces indicateurs du PNUD, ils « indiquent » bien des choses, y compris pour les pays développés. Il n'est pas sans importance de constater, par exemple, que les pays nordiques obtiennent d'excellents résultats pour ces deux indicateurs. Il n'est pas non plus sans importance de constater que les pays relevant des modèles de développement anglo-saxons sont très mal classés en matière de pauvreté.

Le panorama mondial proposé par le PNUD rencontre inexorablement des limites de pertinence et de fiabilité, notamment lorsqu'on souhaite classer trop de pays. Il faut alors se tourner vers d'autres démarches permettant d'entrer plus finement au cœur des considérations socio-économiques des pays.

C'est ce que propose par exemple le BIP 40 (baromètre des inégalités et de la pauvreté), mis au point par un collectif de chercheurs français, et qui concerne les questions d'inégalités et de pauvreté en France. L'objectif de cet indicateur est de couvrir, lui aussi en un seul chiffre, plusieurs dimensions des inégalités et de la pauvreté permettant de suivre leur évolution. Les dimensions retenues sont au nombre de six et concernent l'emploi et le travail, les revenus, la santé, l'éducation, le logement et la justice. Le BIP 40 se veut un résumé des grands problèmes sociaux tels que les voient les chercheurs et constructeurs de cet indice. S'il pouvait être publié en complément de la croissance économique, on verrait que, loin de disparaître, les inégalités et la pauvreté tendent à s'accroître en France depuis 20 ans. Est-il indifférent à notre bien-être de vivre dans une société où coexistent une masse importante de personnes démunies et une poignée d'individus très riches ? Ceux qui assimilent PIB, richesse et progrès font cette hypothèse. Ceux qui, comme les initiateurs du BIP 40, plaident pour que leur indicateur soit publié conjointement au PIB, insistent au contraire sur l'importance de la médiatisation de l'évolution des inégalités et de la pauvreté.

## L'empreinte écologique des activités humaines

Des organisations alternatives américaines sont à l'origine d'un indicateur essentiellement orienté sur des considérations environnementales et dont le

principal intérêt est de marquer les esprits. L'empreinte écologique, c'est d'elle dont il s'agit, reprise et médiatisée par l'ONG WWF<sup>4</sup>, part de l'idée suivante : les activités humaines de production et de consommation utilisent des ressources naturelles que l'on peut presque toutes convertir en superficie de la planète marquée par « l'empreinte des hommes ».

Il s'agit des terrains construits (habitations, infrastructures diverses), des surfaces de forêt nécessaires pour absorber les émissions de CO<sup>2</sup>, des surfaces de forêt nécessaires pour la production de bois et de papier, des zones de pêche, des surfaces de pâturage ou des terres cultivées... La mesure en surface ainsi calculée reflète (moyennant des conventions diverses) le mode de vie et le mode de consommation. Elle peut être calculée pour l'ensemble de l'humanité, pour un pays, pour un individu, sur la base de ce qu'il consomme et du mode de production.

Il ne s'agit donc pas d'un indicateur synthétique monétaire mais d'un indicateur synthétique exprimé en unités de surface de la planète. Les rapports de WWF estiment que, au niveau mondial, l'empreinte écologique des hommes a fortement progressé depuis 1960, passant de 70 % de la surface du globe utilisée à des fins productives en 1961, à 120 % en 2002, le « cap » du non-renouvellement de notre planète ayant été atteint au début des années 80. Cela signifie que nous consommons 20% de plus que ce que notre terre peut régénérer (autrement dit encore que nous consommons 1,2 planète), empruntant donc aux générations futures les ressources non renouvelables que nous consommons en excès et qui viendront à manquer si rien ne change. Cela signifie aussi que nous vivons à crédit sur les ressources naturelles renouvelables de la planète.

Mais ce n'est pas tout. L'empreinte indique aussi l'ampleur des inégalités de consommation. L'empreinte écologique moyenne d'un habitant de notre planète est de 2,2 hectares. Mais cet indicateur atteint 9,8 hectares pour un Américain du Nord, contre 5,9 hectares pour un Français ou encore 1,2 hectare en moyenne pour un Africain<sup>5</sup>. En d'autres termes, nous, Occidentaux, empruntons aux pays en développement les surfaces de terre que nous consommons en excès... C'est ce qu'on appelle la dette écologique du Nord envers le Sud. Certes, les pays du Sud sont finan-

**Nous consommons 20% de plus que ce que notre terre peut régénérer, cela signifie que nous vivons à crédit sur les ressources naturelles renouvelables de la planète.**

cièrement endettés. Mais si l'on évaluait – ce que l'on commence à faire – le prix du service, pour l'instant non payé, que ces pays rendent à ceux du Nord en mettant à leur disposition des surfaces naturelles essentielles à leur consommation actuelle, on trouverait probablement des sommes supérieures à la dette du Sud. C'est pour cela aussi qu'une taxe mondiale sur le carbone qui servirait essentiellement au développement du Sud ne serait que justice.

## Une remise en cause fondamentale

L'idée d'une montée en puissance d'exigences sociales et environnementales permettant l'appréciation de comptes du XXI<sup>e</sup> siècle, à partir de la notion de développement humain durable, ne sont pour certains, au pire qu'un effet de mode, au mieux qu'une utopie. Nous ne le pensons pas. La gravité des questions sociales et environnementales n'est pas passagère et est l'affaire de tous. Ce que rappellent inlassablement les indicateurs de développement humain durable ou les indicateurs environnementaux présentés ici.

Certes, ces indicateurs alternatifs reposent sur des conventions discutables mais ce n'est pas une raison suffisante pour les ignorer. D'abord

parce que ce qui est souvent discutable c'est le choix des pondérations : souhaitons-nous accorder plus ou moins de poids aux inégalités, à la pauvreté, aux problèmes liés à l'environnement ou, au contraire, à la progression de notre volume de consommation ?

Jusqu'ici, le choix des pondérations est souvent arbitraire et reste à l'initiative des promoteurs de l'indicateur. Mais il pourrait être facilement consolidé par le débat public ou par des enquêtes et devenir ainsi une sorte de convention partagée, représentative de valeurs collectives sur ce qui fait « richesse » pour le plus grand nombre. Par ailleurs, le PIB n'est pas non plus exempt de choix opérés en toute impunité par une minorité et validés passivement par une majorité.

On constate ensuite et c'est une autre raison suffisante pour les encourager que, au-delà des exemples donnés ici en guise d'illustration de ce qu'il est possible de faire, d'autres indicateurs qui ont le souci de combiner l'économique, le social et l'environnemental, dans des proportions et avec des méthodes assez différentes, fournissent des diagnostics assez convergents, surtout sur de longues périodes d'observation.

**La gravité des questions sociales et environnementales n'est pas passagère et est l'affaire de tous.**

Enfin, parce qu'on voit mal comment se passer de « conventions discutables » dès lors qu'il est question d'environnement, de qualité de vie et de progrès social et donc de système de valeurs. Ce que l'on appelle la « société civile », les réseaux associatifs, les ONG commencent à s'approprier ces outils pour la communication et les débats. Cette tendance, si elle se poursuit, est un signe d'espoir. Des progrès sont aussi à attendre du débat international qui s'ouvre sur ces questions et que, fort heureusement, le PNUD a initié envers et contre tous il y a une quinzaine d'années.

Il est grand temps « de s'accorder collectivement sur ce qu'est une société riche, désirable, dans laquelle les conditions de vie dignes conviennent à tous. Il nous faut décider collectivement des objectifs que nous allons poursuivre » (Dominique Méda, 1999)<sup>6</sup>. Cette prise de conscience et cette formation des opinions sont urgentes. Elle nécessite une remise en cause fondamentale des outils d'analyse orientés sur le culte de l'économique. Les indicateurs alternatifs au PIB sont, de ce point de vue, une contribution possible à la réflexion et à l'action.

**Florence Jany-Catrice**

## Note de référence

- 1 - Voir *Foi et Développement* n°319, décembre 2003.
- 2 - Par exemple, selon l'OMS, la mauvaise qualité de l'environnement serait ainsi responsable de la mort d'un enfant sur trois en Europe.
- 3 - Mais aussi la revue *Foi et Développement*. Voir, par exemple, Gabriel Marc, « Vers un autre mode de croissance, Le développement humain durable », *Foi et Développement* n°329, décembre 2004.
- 4 - World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature) est une organisation internationale de défense et de préservation de l'environnement.
- 5 - Source : *Living Planet Report*, 2004, WWF
- 6 - *Qu'est ce que la richesse ?*, Dominique Méda, éd. Aubier, 1999.

**FOI ET DÉVELOPPEMENT** : publié par le Centre L.-J. Lebreton depuis 1972 (10 n°an) - ISSN 0339-0462 – Imprimerie SEPIC, Paris, 0147051759

**REDACTION** : Directeur : Albert Longchamp - Secrétaire : François Bellec – Secrétariat : Christine Join-Lambert - Conseil de rédaction : Geneviève André, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Jacqueline Heinrich, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Michel Lostis, Gabriel Marc, Emile Poulat, Sergio Regazzoni, Christian Rudel, Pierre Vilain, Richard Werly.

La reproduction des textes publiés dans *Foi et Développement* est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source : *Foi et Développement* n°..., avec les coordonnées du Centre international Lebreton-Irfed. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé au Centre.

CONDITIONS DE VENTE : Abonnement annuel tout pays (y compris voie aérienne) : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF

Chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre du Centre L.-J. Lebreton – Virement sur compte Centre L.-J. Lebreton - En France : CCP N°FR/10/ 20041/ 01012/ 3329712T033/ 50 - En Suisse : Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF

### LE CENTRE INTERNATIONAL LEBRET-IRFED :

Association de droit suisse, le Centre international Lebreton-Irfed est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. Pour les dons, le Centre est reconnu organisme d'intérêt général ayant un caractère humanitaire et est habilité à délivrer des reçus fiscaux donnant droit à réduction d'impôt (pour la France uniquement).

**CONSEIL D'ADMINISTRATION** : Président : Y. Berthelot - Directeur : S. Regazzoni - Administrateurs : C. Baehrel, J. Balbis, R. Colin, T. De Guia, M. De Melo-Foucher, S. Djuweng, J-F. Giovannini, Y. Glorieux, J. Heinrich, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, X. Lamblin, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, M. M'Baye, R. V. Mathias, R. Padrun, L. Razafimbelo, C. Roque, G. Sarazin, E. Sottas, B. Willot, F. M. Wolde.